

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), IBRAHIMA NGUIRANE, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 2 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	33
Situation financière par organismes	34
Charges par objets	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	47
Analyse des charges consolidées	59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-LÉONARD-DE-PORTRNEUF

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers consolidés, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré. Nous avons également exprimé une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, en raison des incidences de cette dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser ses activités;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Municipalité pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Municipalité, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MALLETTE S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Saint-Raymond, le 21 mai 2025

CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A134764

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	2 297 486	2 321 018	1 699 358
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 878	44 036	40 205
Quotes-parts	3			
Transferts	4	161 498	1 154 933	427 709
Services rendus	5	149 578	100 184	184 575
Imposition de droits	6	46 450	134 292	52 720
Amendes et pénalités	7	4 250	5 303	5 987
Revenus de placements de portefeuille	8	916	3 017	3 430
Autres revenus d'intérêts	9	19 345	63 515	42 517
Autres revenus	10	1 002	28 021	10 510
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 720 403	3 854 319	2 467 011
Charges				
Administration générale	14	556 657	527 453	480 725
Sécurité publique	15	235 742	241 808	235 057
Transport	16	657 739	708 863	685 648
Hygiène du milieu	17	863 437	610 672	551 805
Santé et bien-être	18	6 546	3 991	5 682
Aménagement, urbanisme et développement	19	72 696	51 337	52 998
Loisirs et culture	20	396 605	246 523	296 153
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	69 649	64 967	55 183
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 859 071	2 455 614	2 363 251
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(138 668)	1 398 705	103 760
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		4 765 948	4 662 188
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		4 765 948	4 662 188
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		6 164 653	4 765 948

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 182 629	713 947
Débiteurs (note 5)	2	1 601 030	912 205
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	70 000	60 391
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	2 853 659	1 686 543
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	790 829	149 014
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	296 341	265 659
Revenus reportés (note 11)	12	129 682	194 340
Dette à long terme (note 12)	13	1 119 163	1 300 379
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	70 436	63 952
	16	2 406 451	1 973 344
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	447 208	(286 801)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	5 586 271	4 919 701
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	129 762	129 762
Stocks de fournitures	20	4 616	1 924
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 533	3 390
	23	5 724 182	5 054 777
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	6 171 390	4 767 976
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	6 164 653	4 765 948
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	6 737	2 028
	27	6 171 390	4 767 976

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(138 668)	1 398 705	103 760
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	141 679)(	1 011 902)(	311 041)
Produit de cession	3		248	4 109
Amortissement	4	343 697	345 268	355 244
(Gain) perte sur cession	5		(184)	(4 109)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	202 018	(666 570)	44 203
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(64 625)
Variation des stocks de fournitures	10		(2 692)	(1 924)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(143)	(64)
	13		(2 835)	(66 613)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		4 709	2 028
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	63 350	734 009	83 378
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(286 801)	(370 179)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(286 801)	(370 179)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		447 208	(286 801)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	2 028	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	4 709	2 028
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	4 709	2 028
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	6 737	2 028

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 398 705	103 760
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	345 268	355 244
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1	(184)	(4 109)
	4	1 743 789	454 895
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(688 825)	95 774
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	37 166	(1 937)
Revenus reportés	8	(64 658)	80 760
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		(64 625)
Stocks de fournitures	11	(2 692)	(1 924)
Autres actifs non financiers	12	(143)	(64)
	13	1 024 637	562 879
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	1 011 902) (	311 041)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	248	4 109
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 011 654)	(306 932)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	4 900) (	5 637)
Cession	22		
	23	(4 900)	(5 637)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		180 927
Remboursement de la dette à long terme	25 (	181 362) (	173 239)
Variation nette des emprunts temporaires	26	641 815	66 014
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	146	3 718
Autres			
▪	28.1		
	29	460 599	77 420
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	468 682	327 730
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	713 947	386 217
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	713 947	386 217
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 182 629	713 947

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Municipalité et des organismes qu'elle contrôle.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

L'organisme périmunicipal comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle est : la Régie régionale de Gestion des Matières résiduelles de Portneuf (ci-après la « Régie »).

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations pour l'exercice est de 1,4906 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 1,5784 % en début d'exercice à 1,4906 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, le passif au titre des sites contaminés, les contestations d'évaluation et les réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité et de la Régie sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Placements de portefeuille de la Régie

Les placements de portefeuille sont évalués à la juste valeur marchande.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels et du Fonds - réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (pour la Régie)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Régie en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Régie comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers
Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Pour la Municipalité :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Pour la Régie :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 25 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité et la Régie capitalisent les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures de la Régie comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité ou la Régie bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité ou la Régie bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les gains et pertes sur cession de placements sont calculés selon la méthode du coût d'acquisition moyen (pour la Régie);

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le régime de retraite offert par la Municipalité à ses employés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite auxquels participe la Régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité et la Régie évaluent initialement leurs actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elles évaluent au coût.

Elles évaluent ultérieurement tous leurs actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Coût de transaction et commissions

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 157 642	708 065
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	24 987	5 882
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 182 629	713 947
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 182 629	713 947
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	192 272	135 200
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées représentent l'encaisse et le placement de la Régie pour 37 820 \$ ainsi que les fonds réservés de la Municipalité pour 29 383 \$, des revenus reportés du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels pour 96 780 \$ et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques pour 28 289 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	169 135	127 382
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	848 283	720 449
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	496 444	17 029
Organismes municipaux	13	14 236	8 334
Autres			
▪ Autres	14.1	72 932	39 011
	15	1 601 030	912 205
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	405 778	479 071
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	405 778	479 071
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	194 982	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		96 627
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	517 614	558 536
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	135 687	65 286
	27	848 283	720 449

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	70 000	60 391
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	70 000	60 391
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	70 000	60 391
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les sommes affectées représentent celles de la Régie.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 80 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel.

La Municipalité dispose d'emprunts temporaires pour les règlements 490-23, 491-23 et 496-24 pour des montants autorisés respectivement de 78 014 \$, de 154 111 \$ et de 600 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel, remboursables sur demande.

La Régie dispose d'un emprunt temporaire relatif au règlement d'emprunt 39-2023 pour un montant autorisé de 7 396 894 \$ portant intérêt au taux préférentiel, remboursable sur demande.

La Régie dispose d'un emprunt temporaire relatif à la compensation de la collecte sélective pour un montant autorisé de 3 055 851 \$ portant intérêt au taux préférentiel, remboursable sur demande.

La Régie dispose d'une facilité de crédit pour un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	166 127	91 195
Salaires et avantages sociaux	44	110 360	94 295
Dépôts et retenues de garantie	45	1 381	1 040
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts	47.1	12 987	13 110
▪ Redevances	47.2	5 486	4 945
▪	47.3		61 074
	48	296 341	265 659

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	1 138	238
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Subvention TECQ	54.1		105 938
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	28 289	28 001
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	96 780	56 688
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	3 475	3 475
	63	129 682	194 340

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,86	5,61	2025	2029	64	1 060 886	1 227 101
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,78	6,49	2025	2030	68	58 386	73 533
Autres					69		
					70	1 119 272	1 300 634
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(109)	(255)
					72	1 119 163	1 300 379

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		164 253	18 418		182 671
2026	74		156 067	14 097		170 164
2027	75		163 611	14 020		177 631
2028	76		172 259	11 995		184 254
2029	77		180 722	5 010		185 732
2030 et plus	78		223 974	1 208		225 182
	79		1 060 886	64 748		1 125 634
Intérêts et frais accessoires	80		(	6 362)	(	6 362)
	81		1 060 886	58 386		1 119 272

Note

Les versements de capital prévus au cours des cinq prochains exercices ont été établis à partir des tableaux de remboursement prévu en considérant le refinancement des emprunts aux mêmes conditions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	17 079
Régimes de retraite des élus municipaux	89	19 137
	90	17 079
		19 137

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	70 436
Autres		63 952
▪	93.1	
	94	70 436
		63 952
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	63 952
Passifs engagés	96	7 219
Passifs réglés	97	(735)
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	70 436
		63 952

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Régie concernent les activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique (LET) et sont encadrées par le règlement sur l'élimination et l'incinération des matières résiduelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Selon les exigences précisées au décret numéro 688-2011 adopté par le gouvernement du Québec en date du 22 juin 2011, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique autorisé. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans. La Régie doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin en 2051, des cotisations annuelles totalisant 355 975 \$. Ce coût a été calculé en fonction d'une contribution unitaire de 4,91 \$/m³ enfoui. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets enfoui doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Pour les obligations liées à la fermeture des cellules, un coût de 3,50 \$/m³ enfoui a été utilisé. Ce coût a été déterminé en fonction de l'historique de fermeture des cellules précédentes ainsi que des coûts actuels connus.

Le passif est comptabilisé au fur et à mesure que le LET est utilisé et ce, en fonction du nombre de mètre cube enfoui.

Principales hypothèses utilisées :

Taux d'inflation : 2 %

Taux de rendement brut : 2 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	1 649 194	28 686		1 677 880
Eaux usées	102	2 339 082			2 339 082
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	5 424 587	697 532		6 122 119
Autres					
▪ Autres	104.1	788 542	170 750		959 292
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	762 330	20 850		783 180
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	173 850	2 964	4 109	172 705
Ameublement et équipement de bureau	109	55 171	5 010		60 181
Machinerie, outillage et équipement divers	110	211 751	14 181	(3 675)	229 607
Terrains	111	225 321			225 321
Autres	112				
	113	11 629 828	939 973	434	12 569 367
Immobilisations en cours	114	109 499	71 929		181 428
	115	11 739 327	1 011 902	434	12 750 795
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	750 131	35 598		785 729
Eaux usées	117	1 220 886	58 481		1 279 367
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	3 809 955	158 002		3 967 957
Autres					
▪ Autres	119.1	501 037	32 077		533 114
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	323 527	25 645		349 172
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	49 642	19 544	370	68 816
Ameublement et équipement de bureau	124	35 012	4 206		39 218
Machinerie, outillage et équipement divers	125	129 436	11 715		141 151
Autres	126				
	127	6 819 626	345 268	370	7 164 524
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	4 919 701			5 586 271
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	103 680			103 680
Amortissement cumulé	130	(20 991)	(12 913)	()	(33 904)
Valeur comptable nette	131	82 689			69 776

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	129 762	129 762
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	129 762	129 762
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	129 762	129 762

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	3 533	3 390
Autres			
▪	144.1		
	145	3 533	3 390

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la Municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cours normal de leurs activités, la Municipalité et la Régie sont exposées à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité et la Régie sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Municipalité et de la Régie au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité et la Régie évaluent régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité et la Régie ne détiennent aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de leurs débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité et la Régie croient que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elles établissent la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elles enregistrent une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs (autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir) déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	1 335 457 \$	749 079 \$
En souffrance :		
Moins de 30 jours	–	–
De 30 à 60 jours	–	–
Plus de 60 jours	–	–
	1 335 457 \$	749 079 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(–)	(–)
	1 335 457 \$	749 079 \$

La Municipalité et la Régie sont d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille (Régie)

La Régie atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Régie considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité et la Régie éprouvent des difficultés à honorer leurs engagements financiers. Elles gèrent ce risque en tenant compte de leurs besoins opérationnels et en recourant à leurs facilités de crédit. La Municipalité et la Régie établissent des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elles disposent des fonds nécessaires pour satisfaire leurs obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

Pour 2024 :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Emprunts temporaires	790 829 \$		–		–		–		790 829 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	283 354 \$		–		–		–		283 354 \$
Intérêts courus à payer	12 987 \$		–		–		–		12 987 \$
Dette à long terme	182 671 \$		347 795 \$		369 986 \$		218 820 \$		1 119 272 \$
	1 269 841 \$		347 795 \$		369 986 \$		218 820 \$		2 206 442 \$

Pour 2023 :

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Emprunts temporaires	149 014 \$		–		–		–		149 014 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	252 549 \$		–		–		–		252 549 \$
Intérêts courus à payer	13 110 \$		–		–		–		13 110 \$
Dette à long terme	184 485 \$		360 631 \$		360 493 \$		395 025 \$		1 300 634 \$
	599 158 \$		360 631 \$		360 493 \$		395 025 \$		1 715 307 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité et la Régie sont exposées à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité et de la Régie est attribuable à leurs actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité et la Régie ont l'intention de conserver leurs placements de portefeuille jusqu'à échéance et prévoient rembourser leurs emprunts et leurs dettes selon l'échéance prévue, elles sont peu exposées à ce risque.

La Municipalité et la Régie sont exposées au risque associé aux variations des taux d'intérêt de leurs emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023						
	Taux d'intérêt fixe		Taux d'intérêt variable			Total
Passifs financiers						
Emprunts temporaires	–		790 829 \$			790 829 \$
Dettes à long terme	1 119 272 \$		–			1 119 272 \$
	1 119 272 \$		790 829 \$			1 910 101 \$

31 décembre 2023						
	Taux d'intérêt fixe		Taux d'intérêt variable			Total
Passifs financiers						
Emprunts temporaires	–		149 014 \$			149 014 \$
Dettes à long terme	1 300 634 \$		–			1 300 634 \$
	1 300 634 \$		149 014 \$			1 449 648 \$

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats de la situation financière de la Municipalité et de la Régie.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix auquel la Régie est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Régie à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

Juste valeur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif.

La juste valeur des placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés est déterminée en fonction de leur prix coté sur un marché actif. Cette évaluation est classée au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

27. Événements subséquents

En janvier 2025, la Municipalité a procédé à un refinancement pour 68 100 \$ et un nouveau financement pour 149 000 \$. Cet emprunt portera intérêt au taux de 4,35 % et sera remboursable par annuités de 19 200 \$ en 2026, de 20 000 \$ en 2027, de 20 800 \$ en 2028, de 21 700 \$ en 2029 et de 135 400 \$ en 2030.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 699 358	2 297 486	2 321 018			2 321 018
Compensations tenant lieu de taxes	2	40 205	39 878	44 036			44 036
Quotes-parts	3					154 691	
Transferts	4	142 866	119 000	284 390		58 642	343 032
Services rendus	5	123 918	89 625	45 072		55 112	100 184
Imposition de droits	6	52 720	46 450	134 292			134 292
Amendes et pénalités	7	5 987	4 250	5 303			5 303
Revenus de placements de portefeuille	8					3 017	3 017
Autres revenus d'intérêts	9	42 609	19 250	63 465		50	63 515
Autres revenus	10	4 294	25	20 116		7 905	28 021
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	2 111 957	2 615 964	2 917 692		279 417	3 042 418
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	232 003		805 557		6 344	811 901
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	232 003		805 557		6 344	811 901
	22	2 343 960	2 615 964	3 723 249		285 761	3 854 319
Charges							
Administration générale	23	469 080	544 657	515 038	12 415		527 453
Sécurité publique	24	235 057	235 742	241 808			241 808
Transport	25	501 579	487 739	538 862	170 001		708 863
Hygiène du milieu	26	334 103	671 700	407 843	95 021	262 499	610 672
Santé et bien-être	27	5 682	6 546	3 991			3 991
Aménagement, urbanisme et développement	28	52 998	72 696	51 337			51 337
Loisirs et culture	29	265 299	360 605	210 084	36 439		246 523
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	49 149	63 650	58 735		6 232	64 967
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	324 795	313 000	313 876 (	313 876)		
	34	2 237 742	2 756 335	2 341 574		268 731	2 455 614
Excédent (déficit) lié aux activités	35	106 218	(140 371)	1 381 675		17 030	1 398 705

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	106 218	(140 371)	1 381 675	17 030	1 398 705
Moins : revenus d'investissement	2	(232 003)	()	(805 557)	(6 344)	(811 901)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(125 785)	(140 371)	576 118	10 686	586 804
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	324 795	313 000	313 876	31 392	345 268
Produit de cession	5				248	248
(Gain) perte sur cession	6				(184)	(184)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	324 795	313 000	313 876	31 456	345 332
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(76 578)	(93 510)	(80 807)	(27 262)	(108 069)
	18	(76 578)	(93 510)	(80 807)	(27 262)	(108 069)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(58 280)	(140 000)	(118 097)	(3 217)	(121 314)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	23 962	60 881	60 881	3 345	64 226
Réserves financières et fonds réservés	22			(5 000)		(5 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	82 242	(79 119)	(62 216)	128	(62 088)
	26	330 459	140 371	170 853	4 322	175 175
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	204 674		746 971	15 008	761 979

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	232 003	805 557	6 344	811 901
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	11 083)(	4 757)(	)(	4 757)
Sécurité publique	3 (	)(	)(	)(	)
Transport	4 (	146 792)(	697 532)(	)(	697 532)
Hygiène du milieu	5 (	)(	168 011)(	53 703)(	221 714)
Santé et bien-être	6 (	)(	)(	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)(	)(	)
Loisirs et culture	8 (	122 241)(	87 899)(	)(	87 899)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)(	)(	)(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)(	)(	)(
	11 (	280 116)(	958 199)(	53 703)(	1 011 902)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	64 625)(	)(	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)(	)(	)(	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	160 100			
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	(58 280)	118 097	3 217	121 314
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16			1 195	1 195
Excédent de fonctionnement affecté	17			771	771
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	(58 280)	118 097	5 183	123 280
	20	(242 921)	(840 102)	(48 520)	(888 622)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(10 918)	(34 545)	(42 176)	(76 721)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	692 819		1 144 809	37 820	1 182 629
Débiteurs (note 5)	2	854 616		1 539 894	61 136	1 601 030
Prêts (note 6)	3					
Placements de portefeuille (note 7)	4				70 000	70 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	1 547 435	2 684 703		168 956	2 853 659
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10	149 014	749 014		41 815	790 829
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	235 661	254 335		42 006	296 341
Revenus reportés (note 11)	12	194 340	129 682			129 682
Dette à long terme (note 12)	13	1 120 400	966 300		152 863	1 119 163
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14					
Autres passifs (note 14)	15				70 436	70 436
	16	1 699 415	2 099 331		307 120	2 406 451
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(151 980)	585 372		(138 164)	447 208
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	4 604 568	5 248 891		337 380	5 586 271
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	129 762	129 762			129 762
Stocks de fournitures	20				4 616	4 616
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 713	2 713		820	3 533
	23	4 737 043	5 381 366		342 816	5 724 182
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	488 352	1 096 223		30 603	1 126 826
Excédent de fonctionnement affecté	25	66 718	144 937		26 079	171 016
Réserves financières et fonds réservés	26	29 383	34 383			34 383
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (		) (	) (
Financement des investissements en cours	28	(92 391)	(126 936)		(43 175)	(170 111)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	4 093 001	4 818 131		184 408	5 002 539
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				6 737	6 737
	31	4 585 063	5 966 738		204 652	6 171 390
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	613 883	473 179	532 142	523 325
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	125 143	81 204	94 086	95 814
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	115 200	117 926	117 926	99 209
Autres biens et services	8	1 252 385	1 025 395	1 164 393	1 109 324
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	48 126	46 852	53 084	39 163
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	8 574	8 574	8 574	9 799
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	6 950	3 309	3 309	6 221
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	253 224	250 109	95 418	88 767
Transferts	15				
Autres	16			1 682	1 706
Autres					
Transferts	17			344	141
Autres	18	19 850	21 150	39 388	34 538
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	313 000	313 876	345 268	355 244
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	2 756 335	2 341 574	2 455 614	2 363 251

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 126 826	521 888
Excédent de fonctionnement affecté	2	171 016	80 167
Réserves financières et fonds réservés	3	34 383	29 383
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(170 111)	(93 390)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 002 539	4 227 900
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	6 737	2 028
	8	6 171 390	4 767 976
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 096 223	488 352
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	30 603	33 536
	11	1 126 826	521 888
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget suivant	12.1	139 100	60 881
▪ Égout	12.2	5 837	5 837
	13	144 937	66 718
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RRGMRP	14.1	26 079	13 449
	15	26 079	13 449
	16	171 016	80 167

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	29 383	29 383
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	5 000	
Autres			
▪	30.1		
	31	34 383	29 383
	32	34 383	29 383

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(181)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(181)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	181
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	181
	63 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	170 111)(	93 390)
	66	(170 111)	(93 390)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	5 586 271	4 919 701
Propriétés destinées à la revente	68	129 762	129 762
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	5 716 033	5 049 463
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	5 716 033	5 049 463
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	1 119 163)(	1 300 379)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	109)(	255)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	405 778	479 071
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	713 494)(	821 563)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	713 494)(	821 563)
	83	5 002 539	4 227 900

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité verse la somme correspondant au même montant de la participation de l'employé jusqu'à un maximum de 5 % dans son REÉR individuel.

Concernant le REÉR de la Régie : Les cotisations des employés admissibles sont fixées à 6 %, mais il peut arriver de façon exceptionnelle qu'un employé admissible préfère cotiser selon un pourcentage moindre. Les cotisations de l'employeur sont égales aux cotisations de l'employé admissible jusqu'à concurrence de 6 %, ou 8 % pour les cadres. L'employeur offre également aux employés non admissibles de cotiser à un REÉR sur une base volontaire. Dans ce cas, il n'y a aucune participation de l'employeur.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	17 079	19 137
Autres régimes	115		
	116	17 079	19 137

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 605 287	1 627 129	1 253 124
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 605 287	1 627 129	1 253 124
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	393 665	395 351	191 975
Égout	13	110 293	110 900	94 572
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	133 791	134 700	113 191
Autres				
▪ Fosse septique	16.1	33 500	33 820	25 002
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	20 950	19 118	21 494
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	692 199	693 889	446 234
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	692 199	693 889	446 234
	27	2 297 486	2 321 018	1 699 358

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	25 000	25 339	25 339
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	6 500	7 553	7 553
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	31 500	32 892	32 892
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	8 378	11 144	11 144
	45	8 378	11 144	11 144
	46	39 878	44 036	44 036
				40 205

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		4 650	4 650
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	78 000	183 296	98 544
Enlèvement de la neige	54	26 500	31 824	26 733
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67		13 798	14 233
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	2 153	2 153	(1 455)
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	500	2 161	697
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	105 000	224 084	237 882
				138 752

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			19 147
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92	47 000	47 000	
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	600 895	600 895	30 565
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	147 078	147 078	
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			95 729
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111		6 344	4 914
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	10 584	10 584	86 562
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	805 557	811 901	236 917

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non auditée</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130				
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133			44 844	33 693
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	14 000	60 306	60 306	18 347
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138				
	14 000	60 306	105 150	52 040
TOTAL DES TRANSFERTS 140	119 000	1 089 947	1 154 933	427 709

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	2 175	2 586	2 586
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	2 175	2 586	2 586
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		105	228
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		61	60
Tri et conditionnement	163			
Autres	164		7 258	7 065
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169		7 424	7 353

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES					
MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179				
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182				
Réseau d'électricité	183				
	184	2 175	2 586	10 010	9 529

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	750	1 376	1 095
	188	750	1 376	1 095
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	1 500	1 118	1 258
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			3 239
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208		27 457	33 111
Matières recyclables	209		20 231	20 193
Autres	210	19 087	19 087	21 500
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	1 500	20 205	79 301

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	85 200	20 905	20 905
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	85 200	20 905	20 905
				94 650
Réseau d'électricité	229			
	230	87 450	42 486	90 174
				175 046
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	89 625	45 072	100 184
				184 575

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	3 950	6 566	3 987
Droits de mutation immobilière	233	40 000	127 726	48 733
Droits sur les carrières et sablières	234	2 500		
Autres	235			
	236	46 450	134 292	52 720
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	4 250	5 303	5 987
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238		3 017	3 430
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	19 250	63 465	42 517
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		184	4 109
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			(890)
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	25	20 116	7 291
	250	25	20 116	10 510
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	36 650	33 768		33 768	33 768	31 711
Greffé et application de la loi	2	7 700	1 187		1 187	1 187	11 758
Gestion financière et administrative	3	402 299	389 777	12 415	402 192	402 192	357 021
Évaluation	4	45 391	45 391		45 391	45 391	39 024
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	52 617	44 915		44 915	44 915	41 211
	7	544 657	515 038	12 415	527 453	527 453	480 725
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	129 153	129 153		129 153	129 153	124 661
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	98 700	109 766		109 766	109 766	108 624
Sécurité civile	11						
Autres	12	7 889	2 889		2 889	2 889	1 772
	13	235 742	241 808		241 808	241 808	235 057
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	264 666	344 392	165 005	509 397	509 397	478 498
Enlèvement de la neige	15	195 595	172 572	2 715	175 287	175 287	179 369
Éclairage des rues	16	15 200	9 780	2 281	12 061	12 061	16 400
Circulation et stationnement	17	10 561	10 401		10 401	10 401	9 913
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 717	1 717		1 717	1 717	1 468
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	487 739	538 862	170 001	708 863	708 863	685 648

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24	392 490	157 828	37 349	195 177	150 086	
Traitement des eaux usées	25	16 500	13 892		13 892	13 557	
Réseaux d'égout	26	93 793	55 557	57 535	113 092	112 081	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	50 045	45 637	137	45 774	32 219	
Élimination	28	34 246	34 246		81 881	77 880	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	32 950	32 950		44 205	38 240	
Tri et conditionnement	30				6 480	11 150	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	15 421	15 500		35 013	35 259	
Traitement	32				16 618	19 359	
Matériaux secs	33				45 495	35 879	
Autres	34				371		
Plan de gestion	35	2 755	2 751		3 678	2 634	
Autres	36	33 500	49 482		19 628	23 461	
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	671 700	407 843	95 021	610 672	551 805	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	4 500	1 945		1 945	3 531	
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	2 046	2 046		2 046	2 151	
	45	6 546	3 991		3 991	5 682	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	49 548	35 246	35 246	35 246	33 575
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	9 093	9 092	9 092	9 092	8 292
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	14 055	6 999	6 999	6 999	11 131
	53	72 696	51 337	51 337	51 337	52 998
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54					
Patinoires intérieures et extérieures	55					
Piscines, plages et ports de plaisance	56	67 373	29 143	15 673	44 816	48 086
Parcs et terrains de jeux	57	72 705	44 346	15 891	60 237	96 164
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	201 020	122 450	2 116	124 566	132 475
	61	341 098	195 939	33 680	229 619	276 725
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	3 670	2 945	2 945	2 945	3 228
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	13 030	8 393	2 759	11 152	13 468
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	2 807	2 807	2 807	2 807	2 732
	67	19 507	14 145	2 759	16 904	19 428
	68	360 605	210 084	36 439	246 523	296 153

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	56 700	55 426		55 426	61 092	48 635
Autres frais	71					566	327
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	6 950	3 309		3 309	3 309	6 221
	74	63 650	58 735		58 735	64 967	55 183
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	313 000	313 876 (	313 876)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	139 325	139 325	
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 686	28 686	
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	113 592	113 592	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		25 823	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	549 394	549 394	88 461
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	40 300	40 300	27 766
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	57 928	57 928	104 788
Autres infrastructures	11		6 659	7 034
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			832
Édifices communautaires et récréatifs	14	20 850	20 850	44 238
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		2 964	22 199
Ameublement et équipement de bureau	18	4 757	5 010	11 348
Machinerie, outillage et équipement divers	19	3 367	21 371	4 375
Terrains	20			
Autres	21			
	22	958 199	1 011 902	311 041

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	139 325	139 325	
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 686	28 686	
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	113 592	113 592	
Autres infrastructures	5	647 622	680 104	228 049
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	28 974	50 195	82 992
	12	958 199	1 011 902	311 041

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	31 584			31 584
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	129 144		13 080	116 064
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	660 835		94 989	565 846
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	821 563		108 069	713 494
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	479 071		73 293	405 778
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	479 071		73 293	405 778
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	479 071		73 293	405 778
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	479 071		73 293	405 778
	19	1 300 634		181 362	1 119 272
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 300 634		181 362	1 119 272

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	966 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	126 937
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	29 383
Débiteurs	8	405 778
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	658 076
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	196 998
Endettement net à long terme	14	855 074
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	12 088
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	867 162
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	867 162
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2	45 391	45 391	45 391
Autres	3	18 267	18 267	14 755
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	1 578	1 578	561
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 717	1 717	1 468
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	127 106	127 097	2 260
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	1 801	1 801	1 536
Autres	15	33 500	30 395	541
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17	2 046	2 046	2 151
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	9 918	9 918	9 918
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	9 093	9 092	9 092
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	2 807	2 807	2 807
Réseau d'électricité	24			
	25	253 224	250 109	95 418
				88 767

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	958 199	280 116
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	958 199	280 116

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	2 571,00	102 776	19 715	122 491
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,00	40,00	533,00	159 292	26 567	185 859
Cols bleus	4	9,00	40,00	6 527,00	178 971	33 530	212 501
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	16,00		9 631,00	441 039	79 812	520 851
Élus	9	7,00			32 140	1 392	33 532
	10	23,00			473 179	81 204	554 383

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		44 947	102 131		147 078
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	282 237	236 276	424 356		942 869
	7	282 237	281 223	526 487		1 089 947

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	4 592	7 180
	4	4 592	7 180
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	48 093	35 449
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	48 093	35 449
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	1 376	1 383
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	4 674	5 137
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	6 050	6 520
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	58 735	49 149

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Archill Gladu	1.1	Maire	7 225	3 613	5 179	2 589
Marie-Ève Moisan	1.2	Conseiller	2 409	1 204		
Edith Cooke	1.3	Conseiller	2 409	1 204		
Raphael Benoit	1.4	Conseiller	2 409	1 204		
Jean-René Côté	1.5	Conseiller	2 409	1 204		
Mathieu Fecteau	1.6	Conseiller	2 409	1 204		
Cédric Champagne	1.7	Conseiller	2 409	1 204	955	477

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ 288 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés 23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice 24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 40 091 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 5 669 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ 3 326 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 95 472 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 125 065 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 443 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 6 913 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ 8 489 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ 45 191 \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ 8 062 \$
 - Abords de routes 77 _____ 2 948 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 72 046 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 197 111 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 58-03-03-25

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-03-03

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 160-21-06-21

b) Date d'adoption de la résolution 86 2021-06-21

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 8

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 2

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-02

Nom du signataire : IBRAHIMA NGUIRANE

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-06-17

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-17 14:59

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus					
Fonctionnement	1	2 111 957	2 615 964	2 917 692	3 042 418
Investissement	2	232 003		805 557	811 901
	3	2 343 960	2 615 964	3 723 249	3 854 319
Charges	4	2 237 742	2 756 335	2 341 574	2 455 614
Excédent (déficit) lié aux activités	5	106 218	(140 371)	1 381 675	1 398 705
Moins : revenus d'investissement	6 (	232 003)(	) (	805 557)(	6 344)(
					811 901)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(125 785)	(140 371)	576 118	10 686
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	324 795	313 000	313 876	31 392
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				
Remboursement de la dette à long terme	10 (	76 578)(	93 510)(	80 807)(	27 262)(
Affectations					
Activités d'investissement	11 (	(58 280))(	140 000)(	118 097)(	3 217)(
Excédent (déficit) accumulé	12	23 962	60 881	55 881	3 345
Autres éléments de conciliation	13				64
	14	330 459	140 371	170 853	4 322
					175 175
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	204 674		746 971	15 008
					761 979

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	692 819	1 144 809	1 182 629
Débiteurs	2	854 616	1 539 894	1 601 030
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			70 000
Autres	5			60 391
	6	1 547 435	2 684 703	2 853 659
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	149 014	749 014	790 829
Créditeurs et charges à payer	9	235 661	254 335	296 341
Revenus reportés	10	194 340	129 682	129 682
Dette à long terme	11	1 120 400	966 300	1 119 163
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			70 436
	14	1 699 415	2 099 331	2 406 451
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(151 980)	585 372	447 208
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	4 604 568	5 248 891	5 586 271
Autres	17	132 475	132 475	137 911
	18	4 737 043	5 381 366	5 724 182
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	488 352	1 096 223	1 126 826
Excédent de fonctionnement affecté	20	66 718	144 937	171 016
Réserves financières et fonds réservés	21	29 383	34 383	34 383
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	)(	)(	)(
Financement des investissements en cours	23	(92 391)	(126 936)	(170 111)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	4 093 001	4 818 131	5 002 539
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			6 737
	26	4 585 063	5 966 738	6 171 390

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget suivant	1.1	139 100	60 881
▪ Égout	1.2	5 837	5 837
	2	144 937	66 718
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	26 079	13 449
	4	171 016	80 167
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	29 383	29 383
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	5 000	
Autres			
▪	14.1		
	15	34 383	29 383
	16	205 399	109 550

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	658 076
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	867 162
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	31 584	31 584
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	565 846	660 835
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	116 064	129 144
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	405 778	479 071
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	1 119 272	1 300 634

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	1 699 358	2 297 486	2 321 018	2 321 018
Compensations tenant lieu de taxes	13	40 205	39 878	44 036	44 036
Quotes-parts	14				
Transferts	15	142 866	119 000	284 390	343 032
Services rendus	16	123 918	89 625	45 072	100 184
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	58 707	50 700	139 595	142 612
Autres	18	46 903	19 275	83 581	91 536
	19	2 111 957	2 615 964	2 917 692	3 042 418
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	232 003		805 557	811 901
Autres	23				
	24	232 003		805 557	811 901
	25	2 343 960	2 615 964	3 723 249	3 854 319

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	544 657	515 038	12 415	527 453	527 453	480 725
Sécurité publique							
Police	2	129 153	129 153		129 153	129 153	124 661
Sécurité incendie	3	98 700	109 766		109 766	109 766	108 624
Autres	4	7 889	2 889		2 889	2 889	1 772
Transport							
Réseau routier	5	486 022	537 145	170 001	707 146	707 146	684 180
Transport collectif	6	1 717	1 717		1 717	1 717	1 468
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	502 783	227 277	94 884	322 161	322 161	275 724
Matières résiduelles	9	168 917	180 566	137	180 703	288 511	276 081
Autres	10						
Santé et bien-être	11	6 546	3 991		3 991	3 991	5 682
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	49 548	35 246		35 246	35 246	33 575
Promotion et développement économique	13	9 093	9 092		9 092	9 092	8 292
Autres	14	14 055	6 999		6 999	6 999	11 131
Loisirs et culture	15	360 605	210 084	36 439	246 523	246 523	296 153
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	63 650	58 735		58 735	64 967	55 183
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	2 443 335	2 027 698	313 876	2 341 574	2 455 614	2 363 251
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	313 000	313 876 (	313 876)			
	21	2 756 335	2 341 574		2 341 574	2 455 614	2 363 251

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	232 003	805 557	6 344	811 901
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	280 116)(	958 199)(	53 703)(	1 011 902)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	64 625)(	)(	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	160 100			
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	(58 280)	118 097	3 217	121 314
Excédent accumulé	6			1 966	1 966
	7	(242 921)	(840 102)	(48 520)	(888 622)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(10 918)	(34 545)	(42 176)	(76 721)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14